

rapide des villes, les paysans ont massivement quitté les campagnes, et l'infrastructure industrielle et sociale ne suffit plus à répondre à la demande. Il faudra multiplier les logements, les hôpitaux, les approvisionnements alimentaires, les services de communication et les emplois.

D'autre part, le gouvernement algérien doit administrer l'État africain le plus vaste après le Soudan. La coordination des aspirations régionales et la création d'un réseau de communications efficace dans un grand pays sont des défis de taille et influenceront vraisemblablement les programmes de développement pendant plusieurs années encore.

L'orientation sociale des futurs plans d'investissement, assortis spécialement du désir d'accroître la production agricole, est déjà évidente et devrait donner à l'exportateur une indication des biens, des services et des projets qui seront probablement en demande.

## Hydrocarbures

L'Algérie possède des ressources de gaz naturel qui la placent au quatrième rang dans le monde et son sol recèle d'importants gisements de pétrole. L'exploitation de ces réserves est au cœur de la planification économique depuis l'indépendance, et les hydrocarbures représentent 98 % des recettes d'exportation. Ces ressources ont été exploitées pour financer l'implantation d'autres industries et assurer la prestation des services essentiels pour améliorer le niveau de vie des Algériens. À l'intérieur du secteur des hydrocarbures, l'accent sera mis sur le maintien et le rendement des investissements afin de permettre à l'Algérie d'exporter davantage de gaz pour pipe-line et de produits raffinés du pétrole.

## Consommation

Des mesures sont actuellement prises pour améliorer la distribution des produits de consommation. Plus de la moitié du revenu familial en Algérie est consacré à l'achat de produits alimentaires dont 70 % sont importés. Les produits de consommation sont limités et continueront fort probablement de l'être car le gouvernement veut éviter que les Algériens n'achètent trop de produits superflus. Il faut s'attendre à ce que 20 à 30 % des recettes annuelles provenant des exporta-